

La fin de la vision rooseveltienne du monde ?

Posté le : 11 juillet 2016 10:42 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Zone Euro, Monnaies et changes, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

Roosevelt avait une grande ambition : créer les conditions d'un monde meilleur d'où les guerres seraient bannies, où le droit remplacerait les exactions et les conflits entre Etats nationalistes et autoritaires, où un système collaboratif basé sur la liberté dans les domaines monétaires et économiques empêcherait les crises. Le multilatéralisme serait la règle. Les Etats-Unis avaient raté le coche de la SDN. Ils se attraperaient avec l'ONU, la charte des droits universels, le FMI, la Banque mondiale, ...

Une des conditions, dans l'esprit de l'équipe de Roosevelt, était de mettre à bas les « empires » européens et asiatiques, sources de conflits à répétition et de faire disparaître leurs colonies. L'Empire Britannique et l'Empire Français, bien qu'alliés aux Etats-Unis, devaient être dissous, l'Allemagne et le Japon étant définitivement déclassés dans un statut de nains politiques et diplomatiques qui ne leur laisserait que l'échappatoire de la sphère économique et commerciale. Le Plan Morgenthau initial, à l'initiative de son adjoint Harry White, était de renvoyer le clos germanique à une exploitation bucolique de ses ressources agricoles...

Bien sûr, il ne s'agissait pas de laisser les intérêts américains à l'encan. Les Etats-Unis deviendraient le leader du monde. Mais Ils assumeraient leurs responsabilités. Ce qu'ils feront notamment contre l'URSS, vu comme le dernier « empire du mal », même s'il n'était pas considéré comme tel par nombre de collaborateurs de Roosevelt et était encore, Roosevelt vivant, un allié.

Ce plan était assez noble, et les Etats-Unis assez forts, pour qu'il s'impose longtemps encore après la mort de son géniteur.

Que deviendrait l'Europe ? L'objectif était d'aboutir à la création d'une union européenne fédérale faible, entre anciens empires démembrés à l'intérieur (décentralisation voir scission de régions) comme à l'extérieur (décolonisation), avec des bases militaires américaines partout. Jean Monnet, agent des Etats-Unis en Europe, sera chargé de mener à bien le projet et d'y amener les Européens. Il s'appuiera, partout en Europe, sur la Démocratie Chrétienne et une partie des socialistes, avec le soutien financier et politique de la puissance américaine.

L'Empire britannique deviendra le Commonwealth. La France sera contrainte à une décolonisation totale. L'Allemagne divisée, sera occupée pour longtemps.

Restait à mettre en place le projet des Etats-Unis d'Europe, structure fédérale sur le modèle américain et alliée inconditionnelle des Etats-Unis...

Aujourd'hui, il ne reste en Europe que les reliquats nerveux d'anciens empires. En dépit de la réunification allemande, les grandes nations européennes d'antan sont édentées et subverties de l'intérieur comme de l'extérieur par les mouvements libres et massifs d'hommes, de marchandises et de capitaux. Les Etats-Unis sont la seule grande puissance.

Roosevelt aurait-il gagné ?

On peut se tapoter le menton. Surtout si on pose les deux questions clés :

Question 1 : L'objectif du « projet européen » est-il toujours de créer l'Europe supranationale de Jean Monnet dans le cadre d'un fédéralisme mou et d'un régionalisme fort, chargé d'achever l'éclatement des anciennes grandes puissances européennes et les noyer dans une nuée de micro-états afin d'obtenir une soumission totale à l'impérialisme américain ?

Question 2. : Si la réponse à la question 1 est non, quel est l'objectif de l'Union Européenne ?

Evidemment des questions aussi directes ne sont jamais posées. Et les réponses ne sont jamais apportées. Si les dirigeants européens ne veulent pas s'embarrasser d'une vision explicite, exprimée, expliquée et assumée, le travail se fait en souterrain dans la conscience des peuples avec des « surprises démocratiques », en même temps que les attitudes des uns et des autres deviennent des contorsions de plus en plus paradoxales et que les organes européens se grippent les uns après les autres.

Considérons simplement ce qui se passe en ce moment même.

Le premier ministre britannique, Cameron, avait considéré qu'il fallait absolument exclure le Royaume-Uni du « toujours-plus » fédéral européen. Il a obtenu l'accord des autres pour ne pas souscrire aux clauses « d'approfondissement » vers plus de fédéralisme. L'honnête courtier des Etats-Unis en Europe, rôle qui le valorise dans sa relation « spéciale » avec les Etats-Unis, voulait bien continuer son chemin européen mais sans l'aboutissement fédéral qui était inscrit en pointillé (sans tapage médiatique de la part des négociateurs) dans la plupart des traités. Sacré paradoxe tout de même.

Les Britanniques, consultés par referendum, ont été plus loin : ils veulent rester ce qu'ils sont et quitter l'appareil institutionnel de l'Union Européenne. Du coup les Américains sont inquiets, d'abord parce qu'ils perdent un réseau d'influence au cœur même de l'Europe. Le retour de flamme national des britanniques met à mal l'espérance rooseveltienne. Kerry sera envoyé dans la minute en Allemagne pour vérifier si la soumission y restait totale, en dépit des effets moraux et politiques de sa réunification. Si l'Allemagne décidait de retrouver un rôle autonome, après le départ du RU de l'UE, l'impérialisme américain serait fortement endommagé. Il semble qu'il ait reçu tous les apaisements nécessaires.

Il ne faut pas oublier que le Brexit vient après le rejet du projet de « constitution européenne » par des nations fondatrices de la première Europe des 5 (La France et la Hollande ont dit non) et l'absolue volonté des anciens Pays de l'Est de ne pas se diluer à nouveau dans une structure fédérale. Ils veulent l'aide européenne et la souveraineté nationale, le beurre et l'argent du beurre, plus les beaux yeux de la fermière sous la forme de la sécurité de l'Otan vis-à-vis de leur ancien colonisateur. La domination soviétique y a toujours été vue comme une domination russe. Poutine fait tout pour leur donner raison.

Certains partisans de l'Europe de Monnet et de Schumann regrettent finalement le traité de Lisbonne. En passant de la Communauté Européenne à l'Union Européenne, les peuples se sont retrouvés trop violemment dans la lumière de l'élimination programmée et définitive de leur nation. Le Conseil Européen a finalement pris le rôle principal, remettant en cause les « coups d'état » (selon Giscard) successifs de la Commission et du Parlement Européen désireux de s'autoproclamer respectivement « gouvernement » et « assemblée législative » d'une union fédérale.

Il est vrai qu'un Conseil Européen des chefs d'Etats et de Gouvernements, à 28 ou 27, est une structure difficile à faire vivre, qui met en valeur le rôle des grandes puissances tout en énervant les petites, le tout s'accordant pour diminuer le rôle du Président de la Commission, lui-même tenté de se croire chef suprême du « gouvernement » fédéral européen.

Juncker, qui poursuit les rêves de Delors et se veut le pivot de l'Union Européenne, se retrouve en conflit ouvert avec les chefs d'Etat. Mme Merkel qui ne voulait déjà pas de Barnier, ne supporte plus Juncker et ne se fait pas prier pour le faire savoir. Elle veut le mettre à la « retraite anticipée ». Déjà, lors des discussions avec la Grèce, certains participants avaient demandé : « Que fait là le Président de la Commission ? ». Ajoutons que la Slovaquie qui prend la tête de la présidence tournante des 28 entend « mettre fin aux tendances fédéralistes et restaurer la souveraineté des Etats ».

Tout le monde a compris que le Brexit mettait fin aux tractations pour un traité transatlantique et peut-être même au traité en fin de négociation avec le Canada. Le Brexit a donné un coup sévère à l'Atlantisme.

Du coup, on peut se demander ce qui reste de la grande pensée mondiale de Roosevelt.

L'organisation multilatérale économique mise en place à Bretton Woods a été détruite en 1971 par les Etats-Unis eux-mêmes qui pensaient qu'ils s'en sortiraient mieux avec un étalon dollar de fait dans un système de changes flottants. Ce système délirant s'est partiellement effondré en 2008 et personne n'a encore cherché à en rebâtir un meilleur.

L'organisation fédéralo-européiste atlantiste initiée par Monnet est en train de s'effondrer à son tour. Le mouvement vers un système fédéral à l'américaine en Europe est arrêté. Partout le nationalisme ou ses formes dérivées repartent.

L'ONU tourne à vide, incapable de mettre un terme à la violence arabe stimulée par le ressentiment des défaites face à Tsahal et aux méthodes de l'occupation israélienne, et totalement dépassée par l'inflammation du monde musulman contre l'Occident. La conquête par la Russie de la Crimée et la guerre artificielle alimentée par Poutine en Ukraine laisse l'ONU impuissante. La Chine réarme, après que les Etats-Unis en ait fait bêtement l'usine du monde, et conduit le Japon à chercher à se doter de l'arme atomique. Obama a eu le prix Nobel de la Paix avant même de prendre les rênes des Etats-Unis et il a largement désengagé les Etats-Unis de leurs responsabilités mondiales.

Le Royaume-Uni a quitté le vaisseau européen à la dérive après trop d'extensions et trop d'erreurs d'organisation. L'après-guerre est bien fini. L'ère rooseveltienne aussi.

Nous sommes dans un monde multilatéral à reconstruire, un système monétaire et financier international à reconstruire, une alliance occidentale à reconstruire, une Europe à reconstruire.

La guerre et la puissance américaine avaient permis d'imposer des schémas multilatéraux globalement bénéfiques mais contenant des biais en faveur des Etats-Unis ou d'alliés privilégiés qui ont créé des faiblesses qui ont fini par les faire éclater un à un.

Un monde globalement en paix, malgré les quelques incendies qui demeurent, et globalement interconnecté, peut-il se reconstruire sur une base multilatérale sans leader et sur un principe de parité et non plus de soumission ?

Dans cette nouvelle architecture à créer que doit et peut être le « projet européen » ?

Ne cherchez pas dans les programmes des candidats potentiels à l'élection présidentielle française ni dans les déclarations du Président français, du Premier Ministre ou du Ministre des Affaires Etrangères (si, si, il y en a un !).

L'état du monde ne permet pas d'affronter de face ces défis colossaux, dans le cadre de l'ONU, pratiquement complètement marginalisé.

Que faire ?

La priorité est de refonder la zone Euro. Elle ne peut pas fonctionner sur les bases actuelles et si on

ne fait rien elle explosera entraînant de très fâcheuses conséquences. Rien n'est plus urgent que de créer un coordinateur des politiques économiques et sociales européennes, que nous appelons un chancelier de la zone euro, indépendant des structures de l'Union Européenne actuelle. Au sein de cette zone, il est indispensable qu'une chambre de compensation veille à l'équilibre des échanges et que les grands excédents comme les grands déficits soient sanctionnés. Les pénalités saisies sur les balances excédentaires permettront d'alléger la charge de redressement des pays déficitaires. Ce serait une sorte de plan Keynes sans la possibilité de dévaluer et avec une monnaie unique déjà en place.

La seconde priorité est de reconstruire un système monétaire international basé sur la responsabilité des Etats vis-à-vis de leurs grands équilibres. La seule vraie solution est un système de changes fixes et ajustables et une organisation de surveillance et de coordination, qui, comme celle proposée pour la zone Euro, pénalise à la fois les pays à grands excédents et les pays déficitaires.

Dans les deux cas, l'obstacle principal n'est pas intellectuel ou technique. Il tient à l'omnipotence de l'Allemagne en Europe et des Etats-Unis dans le monde. S'ils veulent bloquer, alors la seule réponse est de tout bloquer. Vous ne voulez pas jouer le jeu collectif, ce dernier s'arrête. Et on attend.

Si ces deux restructurations sont faites, on y verra plus clair pour la suite. La nécessité d'équilibrer dans la durée les balances des paiements réduira automatiquement la nuisance des certains mouvements de capitaux et de marchandises. Il n'est pas si difficile de rendre positifs les mouvements de personnes : libre circulation réservée aux nationaux en Europe ; reconduite à la frontière automatique avec demande de visa ultérieure pour les personnes se livrant à des trafics et à la mendicité (re pénalisée comme le vagabondage) ; renforcement des contrôles extérieurs à la zone ; impossibilité de bénéficier de la « gratuité de la vie » avant au moins cinq ans de contributions à l'économie du pays ; détachement de personnel à l'étranger dans des conditions plus précises ; réforme de la définition et des modalités du droit d'asile. Négociation collective éventuellement forte, avec les pays d'émigration systématique (l'Europe ne peut pas accueillir les 400 millions d'Africains en surnombre qui sont anticipés d'ici à 2050). .

La Commission ne doit plus se prendre pour le gouvernement de la future Europe fédérale subliminale. Elle ne doit avoir aucune influence sur la zone Euro qui ne concerne qu'une fraction de ses membres. Elle doit être une structure légère chargée d'assister le Conseil Européen et non pas une structure lourde chargée d'étudier des lois dans pratiquement tous les domaines et de les faire appliquer. Le Parlement Européen devrait devenir un Conseil économique et social européen chargé d'étudier des questions européennes et de donner des avis. Le champ d'action de ces institutions européennes est purement économique : marché unique, agriculture et aides structurelles hors zone Euro.

La Commission ne doit avoir aucun rôle spécifique ni aucune relation avec les régions, qui dépendent de leur état respectif.

L'extension de la zone Euro sera retirée du pouvoir de la commission. Les impétrants ne seront acceptés que s'ils entendent s'intégrer à la zone euro et feront l'objet d'une décision d'opportunité par le Conseil Européen et lui seul.

Les modalités d'associations de pays étrangers avec l'Europe Unie seront simplifiées et unifiées, au bénéfice de la zone. Elles seront ajustées en fonction des intérêts de la zone Euro notamment en matière de stabilité monétaire globale et de traitement des déséquilibres commerciaux. Les pays ayant d'énormes excédents de balance de paiement avec la zone seront interdits d'investissement direct dans la zone Euro.

Et on reprend la marche en avant, pas à pas.

Evidemment cette démarche met en cause quelques principes : liberté absolue et totale de tous les mouvements de capitaux, de personnes et de marchandises ou services ; abandon au moins temporaire de l'optique fédéraliste. Limitation du regroupement familial. Limitation du gouvernement des juges.

Mais c'est le seul moyen de redonner un pouvoir de décision aux dirigeants et de retrouver la confiance des peuples.

Si on ne fait rien, en refusant de lever les ambiguïtés fédéralistes, en se détournement de réfléchir aux causes des crises financières extérieures à répétition, en refusant de voir que le plan « Merkozy », utile à court terme, ne mène à rien dans la durée, en s'interdisant de canaliser et d'organiser les libertés fondamentales, gare à la prochaine crise décennale (qui arrive) et au caractère explosif des forces de désagrégation en mouvement.

L'ère rooseveltienne est morte, même si nominalement les institutions globales sont toujours là ainsi que l'esprit général de liberté. Elles sont devenues inefficaces parce qu'elles étaient déséquilibrées, ou parce qu'elles ont été vidées de leurs substance ou parce que l'esprit de collaboration a purement disparu sous l'effet des rapports de force.

Un énorme travail attend, en temps de paix et sans le soutien d'un hégémonisme, les hommes de bonne volonté pour retrouver le fil d'une vision positive de l'organisation de l'Europe et du monde, fil qui est actuellement emmêlé et en grande menace de se rompre.